



ENERGYCITIES

AGENDA POLITIQUE D'ENERGY CITIES 2022

ALIGNER LÉGISLATION

& FINANCEMENT EUROPÉEN

SUR L'OBJECTIF DE

-55% DE GES À 2030

DONNER LES MOYENS AUX
VILLES POUR LA
TRANSITION ÉCOLOGIQUE



RAPPEL DES ÉPISODES PRÉCÉDENTS 2021 : AN 1 – APRÈS COVID ANNÉE DE LANCEMENT DE LA NOUVELLE PÉRIODE BUDGÉTAIRE ET DE RELANCE

Le budget de l'Union européenne a été considérablement augmenté pour faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire. Au budget « traditionnel » de 1100 milliards d'euros pour la période de 2021 à 2027 s'ajoute le « *Next Generation EU*¹ » de près de 750 milliards (en subvention et prêts) qui doivent être engagés avant la fin 2023. 30% de ces deux enveloppes

doivent être dédiés à la lutte contre le changement climatique. Cela inclut les investissements dans la filière hydrogène et les infrastructures gazières de transition, qui peuvent être soutenues. Une clause de « *do no significant harm* » s'applique également à toutes les dépenses européennes. Enfin un Fonds de Transition Juste a été créé.

HIGHLIGHT : MISSION VILLES NEUTRES POUR LE CLIMAT ET INTELLIGENTES

Grande nouveauté du programme 2021/2027 : le programme de Recherche, Horizon Europe, financera 5 Missions pluridisciplinaires : une sur l'adaptation qui soutiendra la résilience de 150 régions et territoires² et la mission « 100 villes neutres en 2030 ». L'approche est de soutenir une planification globale de la ville avec tous les acteurs (et non plus secteur par secteur) et d'accélérer sa mise en œuvre en facilitant l'accès à des fonds européens ou d'autres institutions financières. Les membres d'Energy Cities sont nombreux à se positionner (première étape : appel à manifestation d'intérêt pour le 31 janvier 2022 pour les 30 premières villes qui seront sélectionnées³).

2021: ambition 2030 revue à la hausse

Promesse de la Commission à son arrivée en 2019 et inclus dans la première loi Climat européenne⁴, le nouvel horizon proposé est la neutralité climatique en 2050. La loi adoptée en juin 2021 institue également un Conseil scientifique européen pour évaluer les politiques européennes et un budget carbone européen.

Pour traduire cette ambition dans les textes sectoriels, la Commission a proposé le paquet « *Fit for 55* » qui aligne les directives énergie (Efficacité, Bâtiments, Renouvelables, Gaz) pour atteindre une réduction de 55% des GES à 2030.

1 <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/d3e77637-a963-11eb-9585-01aa75ed71a1/language-en>

2 Les trois autres missions : une sur le cancer, une sur la régénération des sols, une sur la protection des océans

3 <https://op.europa.eu/en/web/eu-law-and-publications/publication-detail/-/publication/0063caa6-50c2-11ec-91ac-01aa75ed71a1>

4 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2021/06/28/council-adopts-european-climate-law/>



Ces nouvelles obligations qui peuvent peser lourd sur les ménages précaires, puisqu'elles proposent d'inclure le secteur du logement et du transport dans le système de quotas d'émissions, s'accompagnent de la création d'un Fonds social pour le climat. Ce dernier serait une enveloppe nationale abondée par la vente des quotas de CO2 et dépensée sur la base d'un plan négocié par chaque État membre avec la Commission européenne. Tous ces textes législatifs sont en cours de négociations au Parlement européen et au Conseil. Ces discussions seront au cœur du lobbying d'Energy Cities en 2022.

Et la [Convention des Maires](#) s'aligne avec cette ambition réhaussée : les villes sont invitées à renouveler leur engagement en accord avec l'objectif de neutralité climatique en 2050.

HIGHLIGHT : LES PRIX DE L'ÉNERGIE - UNE BOMBE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

2021, année terrible pour les consommateur-riche-s européen-ne-s avec des prix de l'énergie qui ont augmenté de façon exponentielle. Certains pays ont proposé des mesures d'urgence pour les plus vulnérables et les petites entreprises, d'autres ont gelé les prix (Bulgarie, jusqu'en mars pour un coût estimé à 750 millions d'euros), mais l'impact des prix se fait sentir sur tous les produits. La réponse politique européenne, surtout, reste très en deçà de la crise : il s'agirait d'un événement conjoncturel, principalement dû à des considérations géopolitiques... Il reste très difficile d'avoir une image précise de l'impact des prix sur le marché de l'électricité et du gaz sur les consommateur-riche-s. Tou-te-s n'ont pas les mêmes conditions contractuelles. Mais cette opacité nous empêche aussi d'avoir une vision d'ensemble et des propositions européennes coordonnées. Ce sera un des enjeux 2022.

HIGHLIGHT : L'ÉNERGIE AU CŒUR DES ACCORDS ET DÉSACCORDS DES COALITIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PROGRAMMES ÉLECTORAUX

C'est peut-être la nouveauté de l'année – tout le monde se positionne sur le nucléaire : pour le prolongement de l'utilisation des centrales (BE, FR), pour de nouvelles centrales (NL, FR, CZ, HU...), pour son exclusion de la taxonomie qui définit ce qu'est un investissement vert (DE, ES, LX, PT...). Mais ce n'est pas seulement l'atome qui fait la une des programmes, certain-e-s candidat-e-s à la Présidence française par exemple, vont jusqu'à prévoir un vaste plan de démantèlement des éoliennes.

Les accords de coalition allemand et néerlandais sont, en revanche, très sérieux, sur l'intégration de l'objectif climat dans toutes les politiques de façon transversale. Le jugement de la Cour de Justice hollandaise a rappelé les obligations des institutions mais aussi des entreprises vis-à-vis des générations futures et a marqué l'agenda politique de ce pays.



Mais aussi

- Le 21 décembre, la Commission européenne a proposé de [nouvelles règles pour les aides d'Etat](#) pour le climat, la protection environnementale et l'énergie : une vraie reconnaissance des communautés énergétiques et des règles spécifiques pour le chauffage urbain. Une synthèse pour les villes sera publiée prochainement par Energy Cities.
- La lutte contre la pauvreté énergétique a maintenant une plateforme unique d'information et de formation : le EPAH ([Energy Poverty Advisory Hub](#)). C'est une nouvelle forme de soutien européen (*cascade funding*) pour les collectivités qui peuvent recevoir une subvention pour développer leur plan d'action local. C'est aussi le modèle du EUCF (*European City Facility*) géré par Energy Cities qui alloue subventions et expertise aux collectivités qui développent leur plan d'investissement en énergies durables (efficacité énergétique, renouvelables). Des subventions pour répliquer les modèles *Smart cities* (villes intelligentes), ou pour définir un plan adaptation seront bientôt disponibles via la Convention des Maires, ou le projet Scalable Cities.
- La COP 26 à Glasgow : qui n'a fait que mettre en lumière, une fois de plus, l'action des villes en contraste avec l'inaction nationale et les blocages diplomatiques.
- A [new EU Urban mobility framework](#) – dans les propositions contraignantes : que toutes les villes (liste des nœuds urbains concernés [ici](#)) aient un plan de mobilité durable. Une nouvelle obligation qui peut booster la transformation de l'espace public. Ce plan prolonge une année 2021 #EUyearofrail qui a vu le [redéploiement du train](#) (de nuit).
- Le « [New European Bauhaus](#) » : c'est l'initiative à suivre, portée par la Présidente de la Commission européenne, elle se traduit déjà par de nouveaux programmes, comme la « *affordable housing initiative* » qui changent l'approche européenne vers une vision « *place based* » de la prospérité !
- La Commission a proposé [un règlement pour inclure les dommages environnementaux](#) comme délit.

Nos publications et outils

- Partenariats pour l'action publique locale
- Exploration des démarches de sobriété dans les territoires
- Transition juste : politiques publiques pour une production locale portée et ouverte à tou-te-s, pour une éducation populaire énergétique (à paraître)
- Les communautés énergétiques : un guide pratique
- Transition tool box

⁵ Energy Cities est un des partenaires qui doit mettre en œuvre cette initiative (DG GROW), et est également un partenaire du New European Bauhaus (Secretariat Général de la Commission européenne).



Et pour 2022?

Dans cette période incertaine, difficile d'imaginer les futurs développements politiques.

En revanche, nous savons ce qui serait souhaitable pour les transitions locales et voici dans les grandes lignes notre agenda :

- Pour les directives sectorielles : nous soutiendrons l'obligation de « *Heat planning* » pour toutes les collectivités, proposée dans la directive efficacité énergétique. Nous souhaitons l'étendre à une obligation de cartographier le potentiel de production locale dans la directive Renouvelables. Ce potentiel, largement mésestimé doit faire l'objet de stratégies de développement massives (et non des sources énergétiques moins efficaces ou moins durables).
- Transition juste : qui finance quoi de la transition ? Comment transférer les rentes de situations de certains producteurs historiques vers les investissements nécessaires ? Comment assurer un cadre stable pour les investissements de la transition énergétique ? En plus d'assurer la neutralité climatique de nos économies au plus vite, le Pacte de stabilité doit se doter d'outils de pilotage de la transition (*Donut economic*) et les programmes européens de réforme des services publics sont un instrument à mobiliser de toute urgence dans cet objectif, tout comme le Fonds Social pour le Climat.
- *Stop Fake energy news* : comment est-ce possible de dire des contre-vérités dans les médias traditionnels sur les questions énergétiques ? Pourquoi ne débattons-nous pas collectivement des solutions existantes qui nous apporteraient une vraie indépendance énergétique, ou interdépendance ? De l'observatoire de la précarité énergétique européen vers un programme d'éducation aux questions énergétiques au-delà des connaissances basiques sur la consommation responsable, c'est de compréhension globale des enjeux et des investissements planifiés par les décideurs politiques dont a besoin la démocratie.
- Un « *state of the energy union* » ou un « état des lieux des défaillances des politiques énergétiques » : les ressources locales, les métabolismes urbains, les potentiels de sobriété, sont différents dans chaque région, pour chaque ville. Ils sont la base de prévisions réalistes et de planifications objectives. La programmation énergétique européenne doit se faire depuis les besoins réels, et c'est d'une nouvelle gouvernance dont nous avons besoin. Une planification qui part des besoins permettra aussi d'identifier clairement les gisements de sobriété qui s'offrent à nous.

À NE PAS MANQUER

Agenda législatif européen

Janvier / juin 2022 : Présidence française de l'Union Européenne ; Avancement et finalisation de certaines directives du « *Fit for 55* » package.

2022 : 50 ans après le rapport « *Limits to growth* »

Le rapport Meadows de 1972, publié à l'occasion de la première conférence de l'ONU sur l'environnement à Stockholm, est plus d'actualité que jamais. Le Club de Rome a prévu une grande campagne pour mettre au cœur des débats les conclusions du rapport et la sobriété sur l'agenda.

Les grands moments forts de l'année

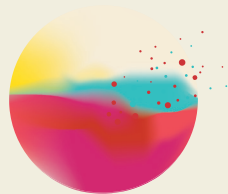
15 janvier : Lancement de l'année Capitale Verte européenne, Grenoble, FR

7-8 mars : Sommet européen pour le Climat, Nantes, FR

20-22 avril : Forum européen de l'énergie citoyenne / Energy Cities, Heerlen, NL

31 mai - 2 juin : Assises européennes de la transition écologique, Genève, SW

14 - 16 juin : URBACT City Festival 2022, Place de Pantin, région Parisienne, FR



ENERGYCITIES

www.energy-cities.eu

 [@energycities](https://twitter.com/energycities)

 [@energycities.eu](https://www.facebook.com/energycities.eu)

BESANÇON

2 chemin de Palente
25000 Besançon, France

BRUXELLES

Mundo Madou
Avenue des Arts 7-8
1210 Bruxelles, Belgique

Energy Cities est un réseau de plus de 1 000 villes de 30 pays européens différents. Notre mission est de donner aux villes et aux citoyen-ne-s les moyens de façonner des villes à l'épreuve du futur et de les accompagner dans leur transition. Nous présentons des alternatives concrètes déployées par les municipalités et nous plaidons pour un changement de gouvernance politique et économique.